

DERNIER BAROGRAPHE ?

Ce barographe est édité dans un contexte particulier où la crise est dans les esprits de tous. Il faut relire le barographe N° 10 pour bien se rappeler la rapidité des événements que l'on vit aujourd'hui ; 2008 qui se profilait comme une année charnière (page 3) s'est révélée en tant que telle. Peut-on se féliciter que les débats actuels étaient déjà esquissés dans le N°0 du barographe de juin 2003, qui abordait la question de la réalité de l'indicateur PIB ? Il est certain que l'ambition affichée de «l'outil Observatoire territorial» qui est «d'observer pour mieux anticiper» se révèle fondée.

L'obsession de savoir qui l'on est, en parlant de notre territoire, et d'en connaître ses forces et faiblesses, ses menaces et ses opportunités, peut permettre de mieux se mobiliser pour anticiper l'avenir.

Ce barographe N° 11 est le dernier sous la forme actuelle. Les barographes à venir ambitionnent de livrer à leurs lecteurs l'ensemble des études réalisées par l'Observatoire territorial sous la forme d'articles résumés en complément des éléments de conjoncture et des notes de réflexion.



AUDÉLOR

AGENCE D'URBANISME
ET DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
DU PAYS DE LORIENT

Observatoire territorial

Dispositif d'observation
et d'animation
pour le
développement local



Dans les deux cas, la course est terminée. Mais, dans le cas d'un démâtage, un gréement de fortune permet de rallier un port, le chavirage, lui, peut être fatal.

Les causes des avaries peuvent être conjoncturelles : rafale de vent, vrac dû à une mer rugissante, cétaqué ou growler sur la trajectoire... ou structurelles en particulier choix délibérés privilégiant la performance. La prise de risque est logique en compétition.

Dans l'économie, indéniablement, il y a eu de la casse. Mais l'économie doit-elle être une compétition ? Et si oui, les gains comme les risques sont-ils partagés ?

Crise conjoncturelle ? Structurelle ? Un scénario macro-économique noir (1) est évoqué...

On parle depuis longtemps de mutations en cours, de nouveaux équilibres mondiaux, de la fin de l'ère américaine au profit d'un axe asiatique (2). Dans ce nouveau paysage, l'Asie serait l'usine du monde dopée par une demande en primo-équipement et un réservoir de main d'œuvre aussi énorme que peu payé. L'Occident englué dans des marchés de renouvellement s'enfoncerait dans une économie résidentielle s'essouffant faute de pouvoir d'achat et abruti par des importations aux prix subis. Oui mais voilà, le premier client de la Chine est l'Amérique !

Probable ? Improbable ? Ce scénario n'est tout simplement pas viable !

Un prospectiviste éminent disait que l'avenir se construit (il ne doit pas se subir). Sur quelles bases faut-il construire l'avenir occidental ? La « crise » semble assez démontrer qu'il faut une règle du jeu à l'échelle du tapis de jeu... donc mondiale. Quand une entreprise va chercher de nouveaux marchés ailleurs que dans son pays d'origine, une partie de la richesse générée ne pourrait-elle pas être assignée à son siège où, à l'origine, elle a puisé compétences, savoir-faire, R&D ? Une entreprise qui a bénéficié d'aides pour s'implanter ne devrait-elle pas, lors d'un déménagement, rembourser ces aides au premier pays d'accueil quand sa nouvelle implantation va encore générer des aides ?

En France, l'activité productive est-elle fatalement condamnée ?

Le marketing enseigne que les produits ont un cycle de vie (3) dans lequel il y a un début, une période plus ou moins longue de développement et de maturité et une fin. Tout le savoir-faire consiste à faire durer les phases de développement et de maturité le plus longtemps possible à coups d'innovations de produits, de conditionnements, de commercialisation, de diversification des gammes, de segmentation de marchés, etc. Mais, il arrive un moment où le(s) marché(s) est quasi saturé. Il est alors préférable, quand cela est possible, de chercher de nouveaux marchés plutôt que d'artificiallement chercher à vendre sur le marché saturé. Cela se pratique depuis toujours avec ou sans les mots anglo-saxons du marketing moderne. La différence récente est que la logique financière a enrayé le redéploiement de la richesse produite. A ce jeu, tout le monde va perdre un jour ou l'autre.

En Bretagne, l'activité économique est globalement en essor (4)

Relative autonomie des groupes (5), plus grand adossement à l'économie de production (6), dynamique des TPE et PME, dirigeants attachés à leur territoire, tous ces facteurs pourraient expliquer l'essor de l'Ouest et de la Bretagne en particulier. Force est de constater que, contrairement à certains scénarios avancés (banane bleue) au tournant du siècle (7), l'Ouest affiche une bonne croissance. Le Pays de Loire, niché dans ce contexte, en bénéficie (8).

En revanche, la crise la plus durable concerne l'emploi

Amorcée depuis plusieurs années, cette crise-là va durer. Rendre le coût du travail compétitif en comparaison du coût asiatique est une chimère. Intérim, temps partiels subis, CDD de plus en plus courts (9) ont conduit à une fragilisation des ménages qui progressivement, même ceux qui travaillent, ne gagnent pas assez pour vivre. Pour les entreprises, nombreux sont les DRH qui avouent que ces pratiques précaires font baisser la motivation et donc la productivité. Depuis septembre, les entreprises ont diminué drastiquement leur recours à l'intérim (10), n'ont pas renouvelé les CDD, espèrent préserver les CDI. Par conséquent, la menace la plus lourde pèse sur les personnes les plus fragiles (11). Il en est de même pour les entreprises, ce sont les plus fragiles en termes de liquidités, de trésorerie, d'autofinancement, qui sont en difficulté.

Dans l'incertitude, nous ne sommes pas à l'abri d'une bonne nouvelle

L'INSEE a titré sa note de conjoncture de décembre 2008 « RÉCESSIONS », estimant que les deux derniers trimestres seraient négatifs (12). Or, le résultat réel est légèrement positif, preuve que la gestion de l'incertitude ébranle les nerfs même les plus rationnels.

L'année 2008 a ainsi clôturé à 0,9% de croissance nationale, la croissance bretonne devrait être supérieure, les prix se sont assagis (1% d'inflation). Les États-Unis, qui n'ont pas à être un modèle absolu, montrent quand même que l'Homme est doté d'une réactivité et d'une adaptabilité considérables. Les États, d'une façon générale, renouent

avec le concept que la coopération privée-public est préférable à la seule logique des marchés. Verre à moitié vide ou à moitié plein, il est intéressant de constater la force que représente la confiance et un bon moral dans l'adversité comme l'ont montré les compétiteurs du Vendée Globe.

NOUS SOMMES TOUS DES ACTIONNAIRES !

Il est normal que logique financière et productive participent toutes deux à la création de richesse. Nous sommes tous des «actionnaires» ! Mais c'est l'excès qui a entraîné les dysfonctionnements. Dans une gestion saine, les entreprises conservent une capacité d'autofinancement bien répartie entre investissements, y compris de long terme, et distribution de dividendes. Or, depuis longtemps, taux d'intérêt faibles aidant, un bon nombre d'entreprises ont utilisé presque exclusivement leur autofinancement pour rémunérer les actionnaires, comptant sur l'emprunt pour financer leurs investissements. La production ne trouve plus preneur, les taux augmentent et il n'y a plus de capacité d'autofinancement OU on a perdu l'habitude d'attribuer les bénéfices à l'investissement... Se reconnecter à l'économie réelle veut dire produire pour vendre, répartir la richesse produite entre la rémunération du travail, les actionnaires ET les investissements pour anticiper les mutations.

AU PAYS DE LORIENT

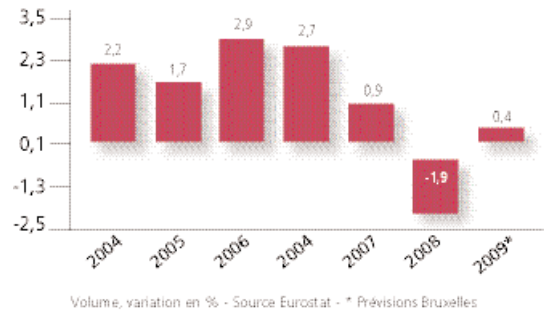
La cadence du bâtiment n'était pas tenable : création d'agences immobilières (13), construction neuve (14), spéculation foncière notamment littorale. L'hôtellerie-restauration repose sur le pouvoir d'achat, entreprises et particuliers freinent. Sur des marchés de renouvellement, l'achat des gros équipements, y compris les voitures, est ralenti ou reporté au profit d'articles moins coûteux qui permettent quand même de se faire plaisir (15). Les entreprises souffrent mais l'hypothèse est faite que les commandes seraient reportées plutôt qu'annulées. Par conséquent, il faut être solide pour faire le gros dos. Le tissu local, fait en majorité de petites structures (16), subit quand même les effets pervers mondialisés. Mais, une TPPME a toujours été obligée de bien gérer : trésorerie, fonds propres, capacité d'autofinancement. Si ce n'est pas le cas, elle ne peut recourir aux fonds d'Etat, elle met la clé sous la porte. Si les commandes reviennent et que, dans l'intervalle, les banques ne coupent pas le robinet aux entreprises qui allaient bien avant la crise, ces dernières s'en sortiront.

LA CROISSANCE EST MESURÉE PAR LE PIB

Conjoncture... Conjecture

Les différentes sources sur l'estimation du PIB ne convergent pas mais la tendance générale serait à une croissance négative en 2009, moins forte pour la France que la moyenne européenne à -1,9% et moins forte pour la Bretagne qu'au plan national. Une légère reprise serait envisagée en 2010 avec 0,4% en moyenne européenne.

Évolution du PIB de la zone euro



Mais le problème est que cet indicateur de croissance ne mesure que très partiellement les facteurs de la crise où les questions sociales et écologiques ainsi que le problème de l'emploi sont plus importants que l'économie strictement mesurée par la croissance. Continuer à résumer l'enjeu en ces termes : «Quel niveau de croissance pour créer des emplois ?» est dépassé de même les notions de «sauvetage» des banques ou «sauvetage» de l'automobile, etc. Joseph Stiglitz (Prix Nobel d'économie en 2001) chargé par le gouvernement français de présider une Commission sur la question de nouveaux indicateurs, ne dit pas autre chose : «S'il persiste des problèmes fondamentaux en particulier celui des inégalités, la crise va perdurer. Les inégalités ne sont pas seulement un problème social mais aussi un problème de flux économiques : ceux qui pourraient dépenser de l'argent n'en n'ont pas et ceux qui en ont ne le dépensent pas. La façon dont nous avons «régulé» le problème ces dernières années était de permettre à ceux qui sont en bas de l'échelle d'emprunter toujours plus, mais ce système n'était pas viable. Aujourd'hui, ce modèle est effondré mais nous n'avons pas de solution de rechange sur le plan économique». (Le Monde 19/01/2009). Inégalités sociales et environnementales se cumulent dans l'équation suivante : 20% de la population mondiale utilise 80% des ressources naturelles. À la crise «économique», il faut ajouter les crises du climat, de la biodiversité, de la déforestation, de la raréfaction des matières premières, de l'eau en particulier... qui impactent le quotidien. La Commission planche sur des indicateurs liés à la soutenabilité de la dette, à la qualité des services publics, à l'état sanitaire des populations, aux performances de l'environnement... Le rapport devrait être publié fin mars 2009.

LES MOTEURS DE LA CROISSANCE DES ÉCO-ENTREPRISES

Historiquement la réglementation environnementale française et européenne a visé en priorité les domaines de l'eau, des déchets et de la gestion du patrimoine naturel.

Aujourd'hui, trois moteurs dynamisent les activités vertes :

- **la réglementation environnementale, principal facteur de croissance des éco-entreprises sur le long terme**

Depuis 10 ans, pour répondre aux défis climatiques et à la raréfaction des énergies fossiles, les accords et réglementations mondiaux, européens et français, s'étendent aux domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, comme l'actuel Grenelle de l'Environnement, ou la loi de Programmation énergétique de 2005. La hausse structurelle des prix de l'énergie fossile crée un contexte favorable à la croissance des éco-entreprises.

Avec le Grenelle 1, la réglementation thermique des bâtiments sera renforcée pour la construction neuve, pour atteindre au moins 50 KW/h/m²/an dès fin 2010, contre 230 en moyenne aujourd'hui.

Rappelons toutefois l'enjeu de la réhabilitation des logements construits avant 1975 qui représentent sur Cap l'Orient 54 % du parc de logements.

- **La demande intérieure pour les biens énergétiquement efficaces soutient la croissance**

Ce renforcement de la législation est complété par de nécessaires mesures d'accompagnement en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (exonération, crédit d'impôt, prix d'achat garanti pour les énergies renouvelables, etc.).

Depuis 2003, on constate une demande accrue des ménages en matière de solutions énergétiquement efficaces. Les crédits d'impôts pour les chaudières et les matériaux d'isolation ont soutenu l'artisanat. En 2005, 11 % des ménages ont dépensé 2738 € TTC pour des travaux de maîtrise de l'énergie, soit 75 milliards d'euros, les 2/3 pour l'isolation et 1/3 pour l'amélioration du chauffage et l'installation de sources d'énergies renouvelables.

Pour 65 % des collectivités locales, les investissements en efficacité énergétique sont l'une des priorités pour la période 2006-2011.

Cap l'Orient a initié depuis 2008 les réflexions nécessaires à la réalisation de son Plan Climat Territorial.

La Caisse des Dépôts soutient, par l'intermédiaire de son plan Elan 2020, les collectivités et les bailleurs sociaux afin de développer la

qualité environnementale du patrimoine immobilier public.

- **La formation et la recherche : un autre levier du développement**

La France, bien qu'au 4^{ème} rang mondial pour les brevets liés aux technologies de l'environnement, est loin cependant des leaders, Allemagne, États-Unis et Japon.

Dans le domaine des énergies renouvelables, à fort potentiel de développement économique, la France est classée au 10^{ème} rang.

Historiquement ce sont les normes et les incitations financières publiques qui ont développé les filières et donc les emplois.

Aujourd'hui les emplois sont encore fortement concentrés autour du traitement de l'eau et des déchets. Les emplois verts ne progressent qu'au rythme d'environ 10 000 par an, pour 15 000 jeunes s'engageant tous les ans dans les cursus en environnement, principalement du CAP à la Licence Pro.

Actuellement, les domaines énergétiques et des nouveaux matériaux génèrent la création de nouvelles entreprises et de nouvelles filières de recherche.

Au Pays de Lorient, un laboratoire à l'UBS

Sur notre territoire, l'UBS, au travers de son laboratoire d'ingénierie des matériaux, le LIMAT B, participe directement à la recherche et à l'innovation. Fort de 120 personnes, chercheurs et doctorants (45 pour la seule année 2008), ce laboratoire, de dimension régionale, s'intéresse à la mécanique des structures et des matériaux composite et de construction pour, entre autre, apporter les réponses aux questions thermiques et énergétiques en lien avec l'éco-habitat.

En Bretagne, le bâtiment mobilisé

En 2009, la Chambre de Métiers Régionale a inscrit une trentaine de thématiques environnementales à son catalogue de 90 formations concernant les matériaux écologiques nouveaux et traditionnels, l'écoconstruction, les énergies renouvelables.

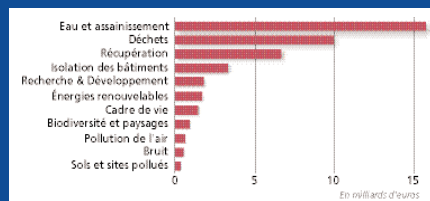
Un enjeu national : «verdir» la formation initiale

En matière de formation initiale, il faut surtout insister sur la nécessité de « verdir » les formations au lieu d'en inventer ex nihilo. En effet, un maçon ou un menuisier, un ingénieur ou un architecte, a un socle de connaissances et de compétences qui, demain, devra intégrer de nouveaux matériaux, nouveaux protocoles et nouvelles mises en oeuvre, plutôt que d'inventer un référentiel spécifiquement «écologique». À l'heure actuelle, ceux qui traquent l'évolution des métiers verts suivent de fausses pistes en ne recherchant que le «nouveau». Il s'agit déjà et plus aisément de revisiter l'existant.

CROISSANCE SOUTENUE DE L'ACTIVITÉ DES ÉCO-ENTREPRISES ENTRE 2004 ET 2008

La progression de la production des éco-entreprises entre 2004 et 2006 est très importante : + 15 % en valeur courante.

En 2006, les éco-entreprises ont réalisé 42 milliards d'euros de chiffres d'affaires et représenté 255 000 emplois.



La production des domaines de l'énergie croît à un rythme élevé. La croissance est tirée par les deux domaines de l'isolation thermique des bâtiments et des énergies renouvelables, qui permettent à eux seuls de maintenir une croissance positive en 2007.

Les domaines liés à l'énergie apportent un second souffle à la croissance des éco-entreprises

En 2007, après de fortes croissances, la tendance s'inverse pour les activités de l'assainissement et des déchets.

La fabrication de matériaux isolants est en nette augmentation de 8 % en volume. Elle accompagne la croissance des activités du bâtiment dans ce domaine, l'emploi dans le secteur des travaux d'isolation a augmenté de 3,4%.

Entre 2004 et 2006, la hausse des effectifs est très rapide dans le domaine de l'isolation : + 7% dans le secteur de la construction, + 5 % dans la fabrication de matériaux, pour atteindre 21400 emplois.

En 2007, la fabrication d'équipements de production d'énergies renouvelables reste très dynamique avec une augmentation de 11 % du chiffre d'affaire en valeur et de 6 % en volume.

La croissance dans ce domaine, entre 2004 et 2006, se traduit par un supplément d'emplois (+ 72 %), pour atteindre 10 000 emplois.

En 2008 la conjoncture a été moins favorable. Le ralentissement de l'économie et l'attentisme pèsent sur les carnets de commande de l'ensemble des secteurs de production. Ce qui aura un impact sur les éco-entreprises.

1

INDICE COMPOSITE DE LONG TERME



Cet indice composite de 224 indicateurs est conçu pour signaler à l'avance les points de retournement du cycle économique. La fin de la courbe indique bien sûr une tendance négative mais elle est un prolongement des résultats passés. L'intérêt de cet indice est d'avoir identifié dans le passé d'autres points de retournements négatifs qui ne confirment pas la thèse d'être dans la situation de 1929.

Source : OCDE - Janvier 2009

2

PIB 2008

Allemagne	1,4	- 0,8
Italie	- 0,4	- 1,0
États-Unis	1,4	- 0,9
Brésil	5,3	3,0
Inde	7,0	7,3

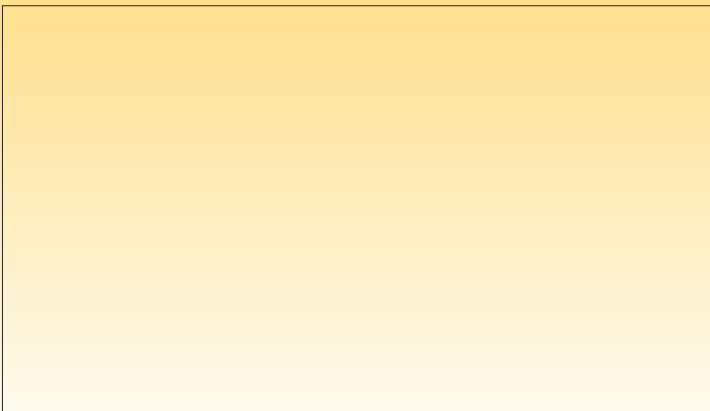
En 2008, seule l'Italie était en récession en Europe. En revanche, la prévision est négative dans la zone euro.

(*) : Prévisions

Source : OCDE - Décembre 2008

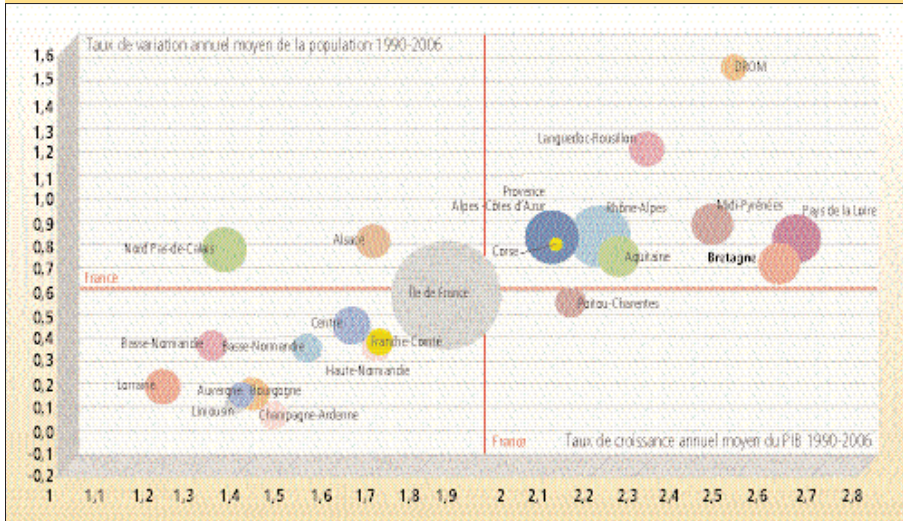
3

LE CYCLE DE VIE D'UN PRODUIT

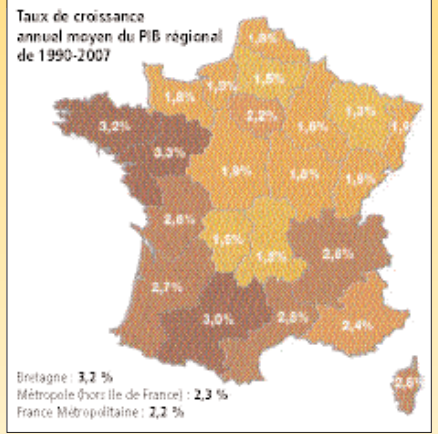


On distingue 5 phases dans le cycle de vie des produits : mise au point, lancement, croissance, maturité, déclin. Déterminer dans quelle phase du cycle de vie se trouve le produit, le segment de marché ou le marché permet aux entreprises de déterminer quelle stratégie adopter.

Source : Marketing Stratégique

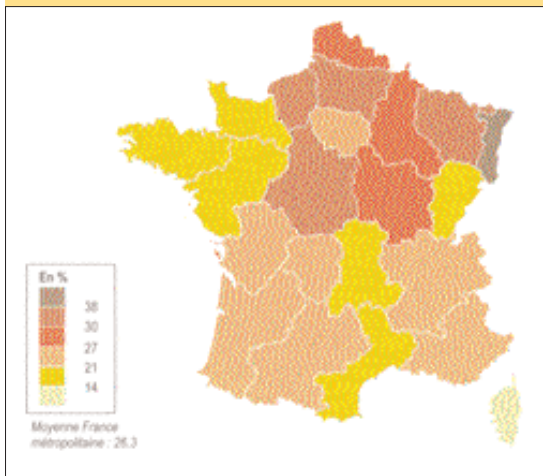


Source : INSEE - comptes régionaux (base 2000) - (valeurs définitives pour 1990, semi définitives pour 2006)



Source : CRCI d'après INSEE in Bretagne économique - Janvier 2009

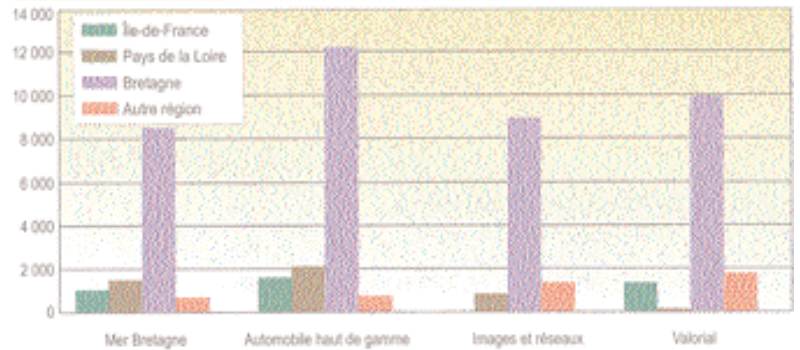
Les régions de l'Ouest sont plus dynamiques que les autres régions françaises en termes d'évolution du PIB croisée avec celle de la population.



Source : INSEE 2008 in Bretagne économique - Janvier 2009

La Bretagne est relativement autonome par rapport à cet effet de la mondialisation.

Répartition du nombre de salariés des quatre pôles dans les régions au 31 décembre 2005



Source : DGE, Pôles de compétitivité - SESSI - INSEE, Clap

Les pôles de compétitivité ont été créés pour relancer l'appareil productif français. Les pôles bretons sont porteurs d'emplois productifs.

7

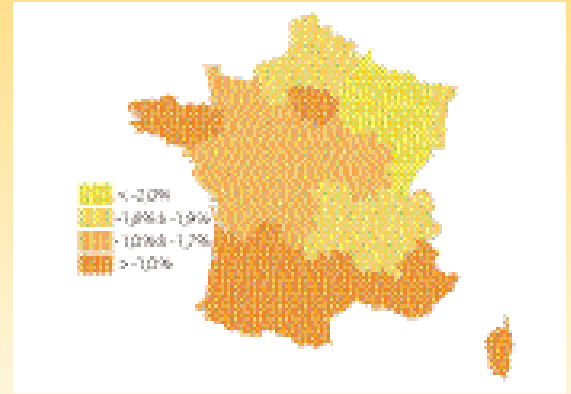
LA BANANE BLEUE



La banane bleue est la représentation d'une dorsale économique et démographique de l'Europe Occidentale. Inspirée de la forme courbe de cette dorsale et de la couleur du drapeau de l'Union européenne, elle définissait un couloir s'étendant de Londres à Milan représentant l'avenir des villes européennes. L'Ouest était décrit comme très excentré par rapport à cette dynamique. Aujourd'hui, les aménageurs du territoire préfèrent exploiter des représentations de « polycentrisme ».

8

CROISSANCE DU PIB EN RÉGIONS-2009

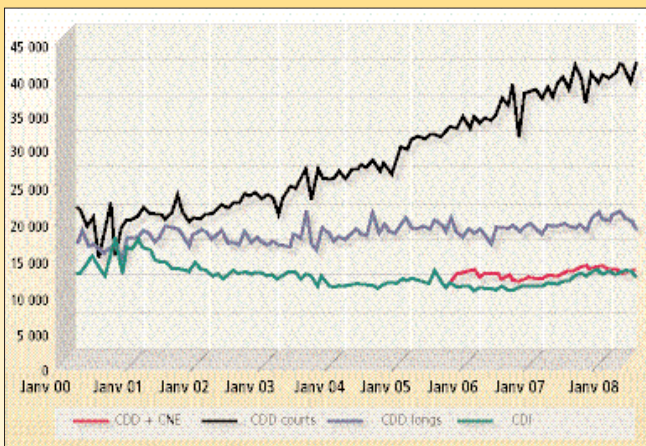


Source : Cabinet Asterès

Le PIB breton serait supérieur à - 1% en 2009, soit un point au dessus de la croissance européenne... au moins.

9

ÉVOLUTION DES DUE* EN BRETAGNE PAR TYPE DE CONTRATS



Source : URSSAF - ACOSS

(*) : Déclarations uniques d'embauche

L'Urssaf du Morbihan relève que 57% des contrats de travail sont en CDD de plus en plus courts : moins d'un mois.

11

RÉPARTITION DES SORTIES DE L'EMPLOI SELON LES PRINCIPAUX MOTIFS (EN 2006 - %)

	Genre		Âge	
	Homme	Femme	Moins de 25 ans	Ensemble
Fin de CDD	54,9	77,3	82,6	67,6
Licenciement économique	1,5	0,7	0,1	1,0
Démission	19,8	9,8	10,6	14,1
Autres sorties	23,9	12,1	6,7	17,3
Total des sorties	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DARES - UNEDIC

Le développement de l'emploi précaire menace les plus fragiles. Dans tous les secteurs de l'économie, la raison majeure d'une perte d'emploi est l'arrêt d'un CDD.

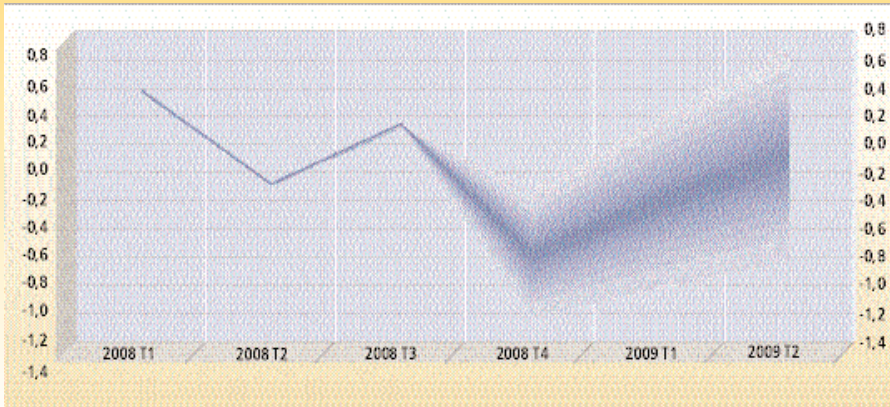
10

RÉPARTITION DU TRAVAIL INTÉrimAIRE SELON L'ACTIVITÉ EN 2006 (% ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN)

	Côtes d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan	Bretagne	France
Industries agricoles et alimentaires	40,8	24,5	8,7	37,9	24,7	6,8
Industries des biens intermédiaires	7,3	11,8	15,5	11,1	12,1	17,9
Construction	16,8	21,4	22,4	18,0	20,2	20,5
Services aux entreprises	4,3	5,1	8,7	4,4	6,1	10,4

Source : DARES - UNEDIC

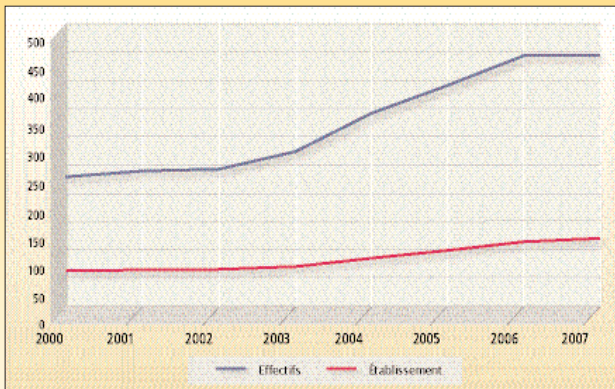
Bien que la Construction avec les Travaux Publics ne représente « que » 7% de l'emploi de la Zone d'Emploi du Pays de Lorient, l'impact de la crise sur l'emploi intérimaire est fort, de même que dans les secteurs des industries de biens intermédiaires, l'agro-alimentaire et le nettoyage-maintenance dans les services aux entreprises.



Fondées sur les enquêtes d'opinion, voici les hypothèses de croissance de l'INSEE dans la note de conjoncture de décembre 2008.

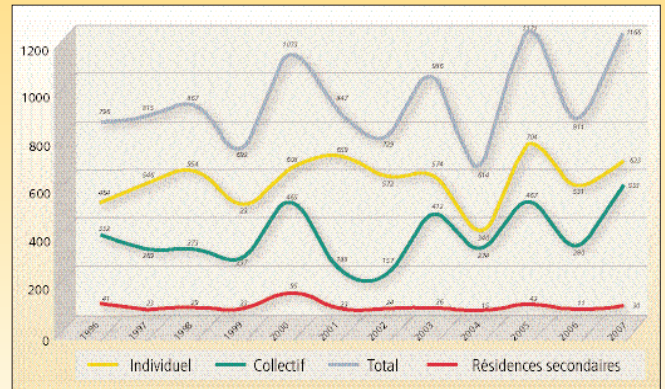
Source : INSEE

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS ET DES ÉTABLISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'IMMOBILIER



Source : URSSAF

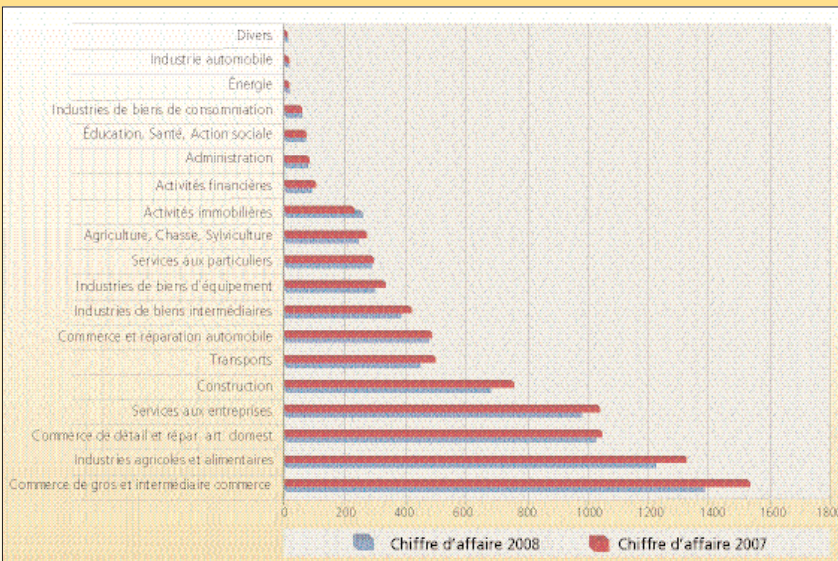
ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINÉS SUR LE PAYS DE LORIENT (1996-2007)



Source : DRE - Sitadel

Compte tenu du nombre de créations locales d'agences immobilières, des effectifs en découlant ainsi que de l'augmentation des constructions neuves, on peut aujourd'hui qualifier le phénomène de « bulle ».

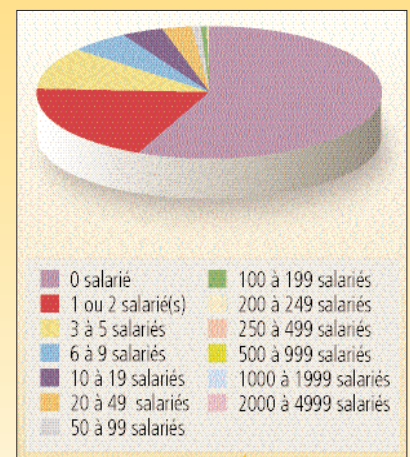
ÉVOLUTION DES CHIFFRES D'AFFAIRES 2007-2008 EN MILLIERS D'€ PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ SUR LE SECTEUR DE LORIENT



Source : DGI

Les chiffres actuellement disponibles ne concluent pas à un ralentissement drastique de l'économie du Pays de Lorient. La consommation des ménages reste notamment positive.

TISSU DES ENTREPRISES ZONE D'EMPLOI DE LORIENT - 2008



Les entreprises de la Zone d'emploi du Pays de Lorient sont majoritairement des petites TPE dont le mode de gestion est assez éloigné des pratiques mondialisées.